

La situation macro- économique des pays du MENA et son intégration dans l'économie mondiale : 1999 - 2003.

Meghari karima*

الملخص :

يتناول المقال أهم التطورات المتعلقة باقتصاديات بلدان الشرق الأوسط وشمال إفريقيا في السنوات الأخيرة ومدى تأثير كل هذه التطورات لمواجهة مختلف العراقيل التي مرت بها هذه البلدان.

كما تهدف هذه الدراسة إلى معرفة المجهودات التي اتخذتها منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا مما أدى بها إلى زيادة حركة النشاط الاقتصادي والتطور في شتى المجالات وذلك بالأخذ بعين الاعتبار المؤشرات الاقتصادية الكلية وتقديم بعض الاقتراحات التي تراها الباحثة مناسبة لذلك.

Résumé:

Le présent article est une étude de synthèse sur la situation macroéconomique dans quelques pays de la région MENA pendant ces dernières années et les divers défis à relever auxquels cette région fait face.

Cette étude émane des rapports plus détaillés qui couvre le domaine traditionnels des études économiques et sociales et qui concerne chacun des pays de la région MENA.

L'idée générale qui se dégage de cet article est celle du redressement économique et de la consolidation des efforts entrepris par tous les pays de la région MENA .

INTRODUCTION:

Les travaux de politique économique dans la région MENA⁽¹⁾ , couvrent une variété de domaines et notamment ceux ayant trait à la situation macro économique, la croissance, l'emploi, la soutenabilité extérieure, la politique

* faculté de sciences économiques et de gestions Université M'hamed BOUGARRA , Boumerdes

(1) les pays de la zone MENA (middle east and north africa) selon la définition de la banque mondiale.

budgétaire et l'expansion du commerce.

La région MENA est très diversifiée Elle est basée sur les dotations en main d'œuvre et en ressources naturelles Cette région comprend des pays riches en ressources mais importateurs de main d'œuvre (les Etats du Golfe à haut revenu), des pays à revenu intermédiaire riches en ressources et également dotés d'une main d'œuvre abondante (Algérie et Iran, par exemple), et des pays riches en main d'œuvre mais pauvres en ressources. Elle peut aussi être classée sur base du revenu par habitant en pays à haut revenu, pays à revenu intermédiaire, et deux pays qui sont éligibles aux crédits de l'IDA⁽¹⁾(Djibouti et Yémen) .

Sur le plan positif, la plupart des pays à moyen et haut revenu de la région MENA enregistrent de faibles niveaux de pauvreté et de bons indicateurs sociaux, même si les réalisations en matière d'alphabétisation et d'éducation sont quelque peu inférieures à celles de pays comparables d'autres régions. La croissance du revenu par habitant a toutefois stagné dans les années 90 pour une grande partie de la région et elle n'est pas revenue aux niveaux historiques élevés des années 70 et du début des années 80. Les taux de la croissance démographique sont toujours importants et, tenant compte de la stagnation de la croissance, le chômage relève de plus en plus du défi, notamment parmi la population active jeune mieux éduquée. L'amélioration des indicateurs sociaux et de l'emploi de la région MENA a été induite par les recettes pétrolières et la migration, mais les pressions démographiques imposeront une contrainte croissante sur la capacité du secteur public à soutenir ces indicateurs. Il est dès lors essentiel de restaurer rapidement la croissance sur l'ensemble de la région pour éliminer la pauvreté, garantir l'emploi et continuer à améliorer les indicateurs sociaux.

LA POLITIQUE ECONOMIQUE AU MOYEN - ORIENT ET L'AFRIQUE DU NORD (MENA)⁽²⁾:

La grande région du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord comprend les pays suivants : l'Algérie, Bahreïn, Djibouti, l'Égypte, l'Iran, l'Iraq, la Jordanie, le Koweït, le Liban, la Libye ,Malt, le Maroc, Oman, le Qatar, l'Arabie saoudite, la Syrie, la Tunisie, Cisjordanie et Gaza ,les Émirats arabes unis et le Yémen. Ensemble, ces pays occupent environ 1,26 milliard d'hectares, soit 9 % des terres du monde. Seulement environ 89 millions d'hectares (Mha),ou 7 % des terres, sont considérés comme cultivables; globalement,460 Mha sont consacrés à l'agriculture. La plupart des pays de cette partie du monde ont un climat aride; la production agricole est donc fortement à la merci des précipitations.

En 2000, la région comptait 403 millions d'habitants, soit 6,7 % de la

(1) Association internationale de développement

(2) A.GAMBLIN : « Images économiques du monde 2005 », Paris, page 180-209, année 2004.

population mondiale. Seulement 12,3 % de la population était employée en agriculture, comparativement à 21,8 % pour l'ensemble du monde. La population a crû de 25,5 % depuis 1990, comparativement à une croissance démographique mondiale de seulement 15,3 %.

Au cours des trois dernières années, la situation économique des pays du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord a été influencée, pour une bonne part, par les fortes fluctuations du cours du pétrole. L'effondrement du prix du pétrole en 1998 a fortement affecté les perspectives économiques de nombreux pays exportateurs de pétrole. Parallèlement à cela, de graves sécheresses et un tremblement de terre dévastateur ont compromis les possibilités de croissance dans certains pays de la région. Néanmoins, la hausse du cours du pétrole en 2000 a contribué à améliorer les perspectives économiques de cette région. En 1999, le taux de croissance réel du produit intérieur brut (PIB) n'était que de 0,8 %, mais en 2000, il a été évalué à 4,7 %, et il a atteint 4,1 % en 2001⁽¹⁾.

En 2003 l'Algérie a connu de bons résultats économiques, ces tensions et ces attentes sont plus vives que les caisses de l'État sont pleines grâce à la bonne tenue du marché pétrolier. Les indicateurs macro économiques sont en progrès. La croissance du PIB est estimée à près de 7 % tandis que le budget de l'État affiche un excédent de 4%, le taux d'inflation semble maîtrisé autour de 3.5% l'an et les réserves de change sont estimées à 40Md⁵ de dollars. Le poids de la dette externe a diminué de moitié en 10 ans, représentant aujourd'hui environ 30% du PIB. Mais ce sont presque exclusivement les exportations d'hydrocarbures qui continuent de tirer l'économie algérienne, elles représentent toujours plus de 95% des exportations, et ont atteint un niveau record en 2003, avec près de 24 milliards de dollars. Le secteur des hydrocarbures représente à lui seul près de la moitié du PIB et les recettes de la fiscalité pétrolière assurent près de 60% des recettes budgétaires de l'État. Les investissements directs étrangers (IDE) ont fortement progressé entre 2002 et 2003, l'agriculture, et notamment le secteur céréalier favorisé par une plus forte pluviométrie. Par contre l'industrie ne parvient pas à sortir du marasme, objet de toutes les attentions du pouvoir durant les décennies 70 et 80, elle ne représente plus aujourd'hui que 7% du PIB et la plupart des branches manufacturières, publiques et privées, enregistrent des reculs.

Le niveau exceptionnel des cours du pétrole en 2003 a eu par contre des répercussions immédiates sur l'économie du royaume, premier producteur et exportateur mondial. La production saoudienne a progressé de près de 15% en 2003 s'établissant à 8.7M b/j, son plus haut niveau depuis le début des années 1980. Ainsi, malgré une économie mondiale morose, l'Arabie saoudite a connu une nette amélioration de son profil macro économique en 2003. Après

(1) Produit intérieur brut en anglais GDP (Gross domestic product), c'est la somme des valeurs ajoutées produites à l'intérieur d'un pays, on ajoute la TVA grevant les produits de la douane et on retranche les subventions à l'exportation; mais il y a peu de différence entre le PIB et VAB

deux années de quasi stagnation, le PIB saoudien a progressé de près de 7% et le solde budgétaire, déficitaire en 2001 et 2002, est redevenu positif de plus de 3% du PIB. Toutes fois, les dividendes engrangés en 2003 auraient été en grande partie consacrés à l'augmentation des dépenses militaires et de sécurité dans un contexte de très fortes tensions aussi bien régionales qu'internes. Les comptes externes affichent également de bons résultats, car, à l'augmentation des exportations répond une maîtrise des importations. La balance commerciale est ainsi très largement excédentaire et la balance des paiements affiche un solde positif de l'ordre de 7% du PIB. L'endettement interne est en recul par rapport à 2002, représentant 83% du PIB, mais il a toutes les chances de demeurer structurellement élevé en raison de l'évolution en dents de scie de l'économie saoudienne et des besoins sociaux qui restent très importants dans un pays dont l'accroissement démographique se situe aux alentours de 3% l'an. Les prévisions pour les années avenir sont moins favorables en raison d'une baisse prévisible des recettes pétrolières.

Confronté à la faiblesse de ses ressources et à un chômage croissant Bahreïn doit nécessairement diversifier son économie et maintenir un niveau de croissance élevé estimé à 5 ou 6 % l'an. Le budget 2003 ,2004 discuté pour la première fois depuis 30ans par une assemblée élue, prévoit la poursuite des efforts d'investissement, notamment dans le domaine des infrastructures, nécessaires à l'amélioration du niveau de vie de la population et la satisfaction des besoins des plus pauvres .Une politique suivie depuis le virage de la démocratisation de 2002 et qui fait suite à des années de tensions entre le pouvoir sunnite et la majorité chiite de la population. Cette politique entraîne un déficit public qui pourrait atteindre 13 % en 2004. Ce calcul s'appuie cependant sur des cours du pétrole sous, évalués et ménage donc des marges de manœuvres au gouvernement.

Bahreïn est le pays le plus pauvre en hydrocarbures de la région MENA et est déjà largement entré dans l'après pétrole. Ce sont les services financiers, qui assurent aujourd'hui la part la plus importante dans la formation du PIB, celle ci a dépassé les 50% en 2003.Les hydrocarbures ne représentent quant à eux plus que 24% du PIB tandis que la production d'aluminium et le tourisme, essentiellement régional, sont les deux secteurs clés de l'économie.

L'Egypte ne parvient toujours pas à sortir de la crise qu'elle traverse depuis 2000 et qu'ont conforté les dévaluations successives de la livre . Décidé en janvier 2003, l'abondant de l'ancrage au dollar a vu la monnaie nationale chuter de près de 35% par rapport à la devise américaine en un an. La première conséquence de cette situation a été une augmentation sensible du coût de la vie. Officiellement, l'inflation contenue à 2.7% en 2002 s'est situé à 4.5% en 2003, mais selon de nombreux observateurs, la hausse des prix moyens atteindrait plutôt les 30%, seule la hausse des subventions publiques a permis de contenir la flambée des pris pour les consommateurs les plus modestes. Le

déficit budgétaire a atteint un record historique en 2003, avec 6.5% du PIB et la dette publique a également progressé, atteignant près de 90% du PIB. La dette extérieure, fortement réduite en 1990, est repartie à la hausse, elle représentait quelque 35% du PIB en 2002 contre plus de 40% en 2003. La croissance économique devrait se situer en dessous des 2% en 2003, un chiffre très insuffisant pour faire face à la croissance démographique et surtout à la nécessaire intégration des jeunes sur le marché du travail. L'intégration de l'Egypte dans le commerce mondial reste une priorité affichée du gouvernement, mais le déficit commercial structurel du pays révèle les faiblesses d'industries nationales encore peu armées face à la concurrence internationale. Une situation d'autant plus difficile à inverser que les IDE demeurent extrêmement faibles, Représentant moins de 1% du PIB, mais l'Egypte demeure un pays rentier dont une part des revenus provient de transferts externes car le tourisme a très bien résisté aux tensions géopolitiques régionales et reste le premier pourvoyeur en devises du pays, avec près de 4.5 Md de dollars de recettes en 2003.

Les performances économiques de la fédération des Emiraties Arabe Unis (EAU) en 2003 ont été dynamisées par le marché pétrolier. La croissance devrait se situer autour de 5% et la valeur du PIB a atteint 80Md de dollars, c'est à dire un chiffre comparable à celui de l'Egypte, pays vingt fois plus peuplé, toujours dépendantes des revenus pétroliers, quoique de manière très différenciée selon les sept émirats qui composent la fédération, l'économie des EAU s'appuie également sur un important stock d'avoirs financiers placés à l'étranger et apparaît de plus en plus diversifiée. Les hydrocarbures qui contribuaient à la formation de près de 70% du PIB dans les années 1970 ne comptant plus que pour 30% aujourd'hui. La balance commerciale est largement excédentaire, elle devrait s'établira à près de 20Md de dollars pour 2003, outre les ventes d'hydrocarbures, qui constituent l'essentiel des exportations des EAU, le rôle de plateforme de réexportation que joue l'Emirat de Dubaï pèse de plus en plus lourd dans les échanges extérieurs du pays, d'ailleurs elles ont progressé de plus de 30% s'élevant à quelque 10Md de dollars entre 2001 et 2002.

L'économie irakienne dépend exclusivement des exportations pétrolières et de l'aide internationale, ressources sur lesquelles le gouvernement intérimaire exercera en principe son contrôle même s'il reste très encadré par la coalition et l'ONU. Les revenus pétroliers, qui assurent 95% des recettes d'exportations et autant des rentrées budgétaires, sont en effet versés sur un fonds de développement pour l'Irak. En novembre 2003, la Banque Centrale a introduit le nouveau dinar (NID) et la bourse de Bagdad a rouvert ses portes en juin 2004, 118 entreprises mixtes y sont cotées. La dette irakienne s'élève à 120 Md de dollars et les nouvelles autorités irakiennes souhaiteraient utiliser son annulation comme monnaie d'échange pour l'attribution de contrats.

Comme dans les autres pays de la région MENA la hausse des cours du pétrole a largement bénéficié à l'économie iranienne qui reste très dépendante de ses exportations de pétrole, celle ci largement liée au secteur public représentent 80% des exportations et 50% des recettes budgétaires. Par contre le secteur agricole, qui contribue à 20% du PIB iranien, n'a pas été à la hauteur des besoins en 2003, mais le chômage constitue le sujet principal de la population iranienne qui se situe autour de 15% pour 2004 ainsi l'économie iranienne est peu créatrice d'emploi.

Les excédents pétroliers donnent des marges de manœuvres budgétaires au gouvernement qui poursuit une politique d'infrastructures et notamment la construction de barrages.

La Jordanie a terminé l'année 2003 avec des résultats si bien que prévus, grâce à l'aide américaine dont elle a bénéficié en contrepartie de son engagement auprès des Etats Unis durant la campagne d'Irak, et elle a perçu en 2003 près de 900 millions de dollars d'aide étrangère Dont 700 en provenance des Etats Unis, correspondant à près de 10% de son PIB. Un projet de gazoduc Egypte Jordanie Syrie Liban dont l'accord a été signé à Amman en janvier 2004, place ce royaume au centre d'un processus de coopération et d'intégration économique arabe prometteur.

La fermeté des cours de pétrole a conforté la situation économique et financière du Koweït, 3ème pays détenteur de réserves pétrolières au monde après l'Arabie saoudite et l'Irak. En 2003 la part des hydrocarbures a dépassé les 50% du PIB et représenté 92% des recettes d'exportations et 75% des recettes budgétaires. Les industries manufacturières ne représentent quant à elles que 3% du PIB. Le taux de croissance du PIB devrait dépasser 12% pour l'année 2003, ainsi l'économie koweïtienne est une économie florissante qui permette de : garantir un emploi public et subventionner une grande partie des produits de première nécessité.

Après un accord trouvé avec les bailleurs des fonds à Paris à la fin 2002, l'économie du Liban a connu un début de reprise en 2003. La croissance s'est établie à 3 %, un chiffre qui n'avait pas atteint depuis 1998. L'économie libanaise est caractérisée par un secteur public sinistré et un secteur privé dynamique qui contribue à près de 90 % à la formation du PIB. L'agriculture et l'industrie ne représentent que 20 % du PIB et 90 % des produits consommés sont importés. Ainsi la balance commerciale demeure déficitaire, son solde négatif équivalait à plus de 30% du PIB en 2003.

L'année 2003 a été celle du retour de la Libye dans la communauté internationale et d'un virage économique sans précédent. Le conseil de sécurité de L'ONU a définitivement levé, le 12 septembre 2003, les sanctions qui pesaient sur le pays. Celui ci s'est engagé dans un vaste programme de privatisation et enregistre de bonnes performances

économiques portés par le marché pétrolier. La croissance est estimée à

6% pour 2003 Dans la même année l'excédent budgétaire est estimé à 12% du PIB et les réserves en devises atteignent les 15 Md de dollars , ce sont les hydrocarbures, exportés à 85% qui sont à l'origine de ces performances , contribuant à la formation de plus de 40% du PIB et assurant 97 % des recettes d'exportations ce qui permet à la Libye d'avoir un excédent sur son commerce extérieur. L'année à venir devrait être une année cruciale pour l'économie libyenne et attirer des investissements.

Au Maroc, les résultats économiques restent fragiles, un pays qui dépend des transferts extérieurs et des changements du climat pour assurer sa croissance. Le tourisme a enregistré des résultats contrastés en 2003, avec une hausse de 6% du nombre de ses visiteurs par rapport à 2002. Le secteur agricole est un autre pilier de l'économie nationale, participant dans une fourchette de 15 à 20 % à la formation du PIB, la croissance serait donc en progression en 2003 , autour de 5% contre 3.2% en 2002

Le déficit budgétaire continue de s'aggraver avec un chiffre de 5.4% du PIB en 2003 Et de 5.7% des prévisions pour 2004. La balance commerciale, quant à elle, est déficitaire et les performances industrielles en dents de scie. L'économie informelle reste néanmoins le principal pourvoyeur de revenus pour une part croissante de la population, notamment les jeunes, elle est estimée à 17% du PIB, son poids pourrait atteindre de 30 à 40 % du PIB.

La situation économique du Qatar est globalement saine et la croissance devrait être proche de 7% en 2004. Le PIB par habitant dépasse les 30000 dollars, ce qui place le pays au premier rang régional. Les comptes publics sont largement excédentaires et permettent de mettre en œuvre de nombreux projets. Les exportations de pétrole constituent toujours les ressources essentielles de l'émirat, elles ont augmenté ces dernières années , estimées à 14.5 millions de tonnes en 2003 et elles devraient doubler d'ici 2007. La dette extérieure représente en effet 96% du PIB mais elle est gagée sur des projets qui permettent d'engranger d'importants dividendes .

Après une crise profonde en 1999-2000, la croissance est de retour en Syrie depuis 2001 mais elle est trop faible pour faire face aux besoins et à une pression démographique qui reste forte. Le PIB a progressé de 2.5% en 2003 mais le ratio par habitant stagne autour de 1300 dollars par an, faisant de la Syrie un pays des plus pauvres de la région MENA. Comparée à ses voisins de la région, le pétrole reste la ressource essentielle de l'Etat syrien, assurant de 60 à 70 % des recettes d'exportations, tandis que l'agriculture occupe plus du quart de la population active.

La situation économique en Tunisie reste la meilleure du Maghreb et une des plus favorables de l'ensemble du monde arabe. L'année 2003 a été marquée par le retour de la croissance pour les trois secteurs clés de l'économie. Le tourisme, a, enregistré de bonnes performances avec un nombre de visiteurs dépassant les 5 millions. Les exportations textiles et mécaniques

ont également progressé en 2003 à destination de l'Europe. L'agriculture a bénéficié d'une pluviométrie exceptionnelle en 2003 comme au Maroc et en Algérie. Au total, la croissance pour 2004 devrait approcher les 5% .

La croissance a été limitée au Yémen en 2003(3.9 %) en raison d'une stagnation de la production malgré l'augmentation des cours du pétrole , ce chiffre est très insuffisant en regard de la croissance démographique de quelque 20 millions d'habitants .Le déficit public s'est creusé en 2003, atteignant 4.2% du PIB. L'inflation s'est élevée à 13.6% en 2003 , ses dépenses militaires représentent plus de 5% du PIB.

LE SECTEUR DU COMMERCE AU MOYEN - ORIENT ET AFRIQUE DU NORD⁽¹⁾:

Pour les pays du Moyen . Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), le commerce extérieur et l'investissement privé sont essentiels pour assurer de nouveaux moteurs de croissance et de dynamisme. .La région dispose d'un potentiel considérable pour étendre ses interactions au niveau du commerce et de l'investissement au reste du monde .En1990,alors que le commerce mondiale se développait au rythme d'environ 8% , celui de la région MENA n'enregistrait que 3% de croissance seulement. La région s'est attirée une part négligeable de l'investissement direct étranger, au cours de la même année.

La région MENA est affectée par de nombreuses restrictions au commerce et à l'investissement, des barrières significatives à l'entrée sur le marché, de hauts niveaux de participations des entreprises publiques dans les activités économiques .Ensembles, ces caractéristiques ont trois impacts interconnectés:

- . Elles affaiblissent les importations et exportations.
- . Elles contribuent à augmenter le coût de création et d'exploitation des entreprises dans la région , ce qui affaiblit l'investissement intérieur et étranger.
- . Elles découragent la création et l'expansion de petites et moyennes entreprises.

L'environnement mondial du commerce et de l'investissement est de plus en plus caractérisé par le partage de la production, selon lequel les différents composants d'un produit sont fabriqués dans des lieux différant, mais la région MENA ne participe pas à ce système mondial de partage de la production a cause de son climat de l'investissement qui est relativement inapproprié et qui reflète directement dans l'échec à développer les exportations hors hydrocarbures

La région MENA a conclu de nombreux accords régionaux et interrégionaux de libre . échange Malheureusement ces accords n'ont pas réussi à générer plus d'échanges ou de croissance. Cet état

(1) Institut de la Banque Mondiale : www.worldbank.org/wbi

peut être expliqué par quatre causes :

Les réformes nationales n'ont pas été suffisamment poursuivies par la plupart des pays de la région MENA pour matérialiser les avantages potentiels d'un accès élargi aux marchés des pays européens (leurs partenaires dans le cadre des accords EuroMed :

Les accords ne couvrent pas le commerce agricole les services, l'investissement et la main d'œuvre qui offrent un important potentiel de production et de croissance des exportations.

Les accords comportent des réglementations restrictives quant à l'origine de certains biens manufacturés tels que les vêtements.

Limitation d'expansion du commerce à cause du progrès non réalisés pour harmoniser les normes entre les partenaires commerciaux.

Cependant une intégration profonde est très prometteuse pour la région MENA car elle impliquerait en premier lieu une coopération plus étroite pour harmoniser les politiques et procédures administratives liées aux opérations douanières , sécurité des produits , supervision des services financiers , concurrence et législation anti monopole .En second lieu elle impliquerait une ouverture nettement plus grande au commerce des services et une plus grande liberté de mouvement pour la main d'œuvre et les capitaux

Les défis du développement :

Sur une grande partie du dernier quart de siècle écoulé ,les économies de la région MENA, engagées aux réformes économiques pour restaurer les équilibres macro économiques et promouvoir le développement induit par le secteur privé , a connu des améliorations de la croissance économique mais elle s'est trouvée face à d'importants défis économiques et sociaux comme le chômage, estimé à 15% au plus de la population active .Plus de 20% de cette dernière n'ont pas d'emploi en Algérie, en Cisjordanie et Gaza, en Libye, et au Maroc et il est moins marqué au Liban, en Tunisie ,en Iran et en Jordanie .Les taux de chômage représentent le double de la moyenne régionale de certains pays, exigeant de la région MENA qu'elle crée 4 million d'emplois par an sur les années à venir pour accueillir les nouveaux entrants sur le marché de l'emploi .

Pour relever ces défis, accélérer la création d'emplois et revitaliser les économies des pays de la région MENA, trois phases critiques de transition ont été identifiées:

- Poursuivre la transition des économies dominées par le secteur public en faveur d'économies dominées par le secteur privé, en réduisant les barrières aux activités privées et en créant des cadres réglementaires propices aux intérêts privés et sociaux. L'amélioration du climat des affaires impulsera l'investissement privé, aboutissant à la concurrence et à une meilleure productivité, particulièrement importants alors que de nombreuses économies

de la région MENA procèdent à la réduction des barrières commerciales par le biais d'instruments tels que l'Accord d'association avec l'UE et autres accords régionaux/bilatéraux.

- Poursuivre l'ouverture des économies fermées en réduisant les barrières au commerce tout en maintenant les mesures de sauvegarde de la stabilité financière et de la protection sociale. L'intégration au monde extérieur donnera accès à des marchés plus importants, encouragera une allocation plus efficiente des ressources, facilitera l'introduction de technologies modernes dans l'économie nationale, réduira la volatilité macro économique et encouragera la participation au commerce mondial intra.industrie en évolution.
- Pour ce qui est des économies à prédominance pétrolière et dès lors volatiles, il s'agira d'adopter des incitations plus dynamiques pour se diversifier hors hydrocarbures et introduire des changements institutionnels visant à améliorer la gestion des ressources pétrolières. Le modèle actuel de développement dépend toujours trop fortement du pétrole et d'autres ressources instables telles que les influx d'aide et les envois de fonds. Etant donné la baisse des recettes pétrolières par habitant et l'épuisement progressif des ressources pétrolières, ces facteurs subissent des pressions.

Le succès dépendra des améliorations apportées à la gouvernance, en particulier la responsabilisation publique. En règle générale dans la région MENA la gouvernance publique est faible, telle que mesurée par un indicateur de la qualité de l'administration publique et de la responsabilisation publique plus faible que dans des pays concurrents similaires d'autres régions, et encore plus faible que dans tous les autres pays en développement. Une gouvernance inadéquate affaiblit l'environnement des affaires pour un investissement productif en rendant les politiques davantage incertaines et en imposant des coûts bureaucratiques. Une gouvernance inadéquate affaiblit aussi la prestation équitable des services publics car elle ne fait pas participer ceux qui dépendent de ces services à leur conception et gestion dont l'importance s'accroît lorsque la prestation des services devient plus complexe. Enfin, une faible gouvernance mine l'efficacité des dépenses publiques. A une époque où les aspirations des populations jeunes et croissantes, ayant un accès de plus en plus développé à l'information mondiale, vont en grandissant, les capacités des gouvernements sont limitées par les faiblesses de la croissance économique. Le déséquilibre grandissant entre les aspirations et les capacités fait qu'il est urgent de prendre des mesures en matière de gouvernance.

L'APPUI de la Banque Mondiale dans la région MENA : la Banque mondiale a en tout état de cause un rôle à jouer en aidant les pays de la région MENA dans leur efforts pour améliorer la croissance et à réduire la pauvreté , son appui se traduit principalement par la mise en œuvre d'un programme de création et partage du savoir axé sur des thèmes pour le développement durable de la région .

C'est principaux domaines d'activité sont les suivants⁽¹⁾ :

• **Emploi et secteur privé** : son appui consiste au financement de programmes économiques visant à renforcer et à soutenir l'activité et l'emploi.

Au niveau régional: le rapport sur l'emploi porte sur les défis futures de l'emploi que comporte la transition démographique.

Au niveau national: son appui contribue à la conception de programmes spécifiques visant à relancer l'activité économique ou à éviter les crises.

• **Efficacité des dépenses publiques** : son objectif est le financement de nouvelles initiatives visant à renforcer l'efficacité du secteur public.

Au niveau régional: son appui consiste à fournir un cadre analytique pour les discussions de gouvernance par d'autres intervenants de la région.

Au niveau national: l'appui portera sur une grande efficacité des dépenses publique, sur les initiatives visant à améliorer l'efficacité de la fonction publique et aussi sur la réforme de l'administration publique dans le cadre d'activités analytiques et consultatives et d'opérations de prêt programmatiques.

Au cours de l'exercice budgétaire 2003, les opérations de prêt se sont montées à un total de 1.1 milliard de \$EU dans 11 pays de la région couvrant 19 projets qui ont appuyé les réformes et investissements dans les secteurs public et privé, l'éducation, l'approvisionnement en eau et la gestion des ressources naturelles, l'agriculture, et l'infrastructure.

Toutefois la Banque continue à élargir sa gamme de services dans plusieurs domaines importants en travaillant avec ses institutions comme La société financière internationale et l'Agence multilatérale de garanties des investissements.

• La société financière internationale (SFI) : favorise le développement économique à travers le secteur privé. A la fin de l'exercice budgétaire 2003 le total de l'actif et des prêts dans la région MENA se situe à 740 million de dollars pour 88 projets, pour elle cette région inclut la Pakistan.

• Agence multilatérale de garanties des investissements (AMGI): encourage l'investissement étranger dans les pays en développement en fournissant des garanties aux investisseurs étrangers, le total de l'engagement brut des garanties de l'AMGI dans la région MENA se situe à 167 millions de dollars en 2003, représentant environ 3% de l'encours de portefeuille total de l'agence. Ceci représente quatre projets, en Jordanie, au Koweït, en Algérie et en Syrie, dont deux dans le secteur manufacturier, un dans le tourisme et un dans le secteur pétrolier et gazier. La région MENA constitue une région phare pour l'AMGI, ou elle s'efforcera de faciliter les investissements directs étrangers.

(1) www.worldbank.org/mena

conclusion

Pour que la région MENA se développe et prospère, il est essentiel de trouver des moyens de ranimer les espoirs des jeunes dans leur avenir, elle doit être innovatrice, prête à prendre des risques, assurer des produits d'une qualité supérieure et restructurer en tant qu'une région dynamique qui peut apporter des réponses adaptés à l'extrême volatilité des pays du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord.

La région doit maintenant approfondir et accélérer sa réforme, en complétant le processus entamé, c'est à dire elle doit opérer trois changements fondamentaux au niveau de ses sources de croissance: des secteurs basées sur les hydrocarbures en faveur des secteurs hors hydrocarbures, des activités dominées par le secteur public en faveur d'activités privés orientés au marché, et des activités protégés de remplacement des importations en faveur d'activités compétitives à vocation exportatrice. L'intensification du commerce extérieur et de l'investissement se situe au cœur de ses trois changements.

La région MENA peut également attirer plus d'investissements de l'étranger et encourager un investissement privé intérieur plus important, tous deux essentiels au commerce et au développement.

La région MENA doit également envisager la déréglementation afin de minimiser les procédures bureaucratiques et les coûts des transactions pour les nouvelles entreprises et adoptés des politiques macro économiques afin de réduire les taux de change réels décalés.

L'intérêt de la région MENA sera donc de souscrire à un système d'échanges multilatéral, équitable, libéral, et ouvert au sein du cadre de l'OMC (organisation mondiale du commerce), mais un développement durable implique des réformes progressives dans l'agriculture et en milieu rural. Il implique aussi une ouverture accélérée de l'accès au marchés des pays plus riches et un engagement des partenaires commerciaux de la région MENA pour atténuer les pertes substantielles de bien être dérivées d'un commerce mondial plus libéralisé

Enfin Pour relever les divers défis auxquels la région fait face, la Banque Mondiale à apporter son soutien aux objectifs de développement à long terme, uniques à chaque pays, elle veillera aussi à renforcer les partenaires pour le développement avec les organisations de développement pour garantir le partage du savoir.

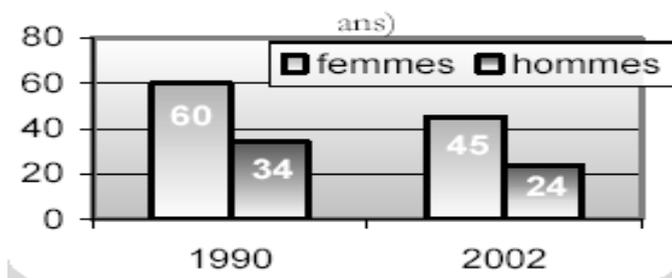
ANNEXE 1: Indicateurs De population et de PIB De certains pays De La Région MENA en 2003 .

	Population totale (en millions)	PIB total(Mds de USD courants)	PIB par tête (1) (PPA USD courants)

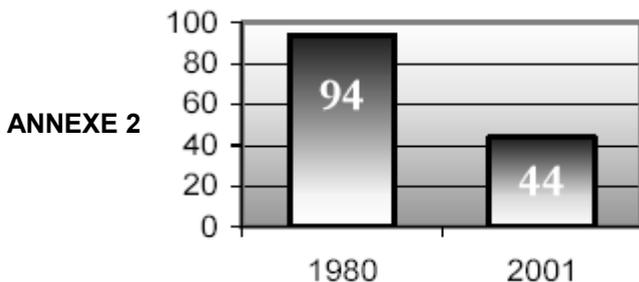
Algérie	31.4	66.0	6247.9
Maroc	30.4	44.5	4011.9
Tunisie	9.9	24.3	7082.9
Libye	5.5	Nd*	Nd
Egypte	72.1	82.4	3949.8
Irak	24.2	Nd	Nd
Iran (PIB en 2002)	66.6	112.9	6690
Liban	4.2	19.0	5073
Jordanie	5.5	9.86	4319.5
Syrie	17.5	21.5	3575.5
Arabie saoudite	24.1	188	12844.8
Bahreïn	0.7	7.7	17157.4
Emirats Arabe Unis (PIB en 2002)	3.9	Nd	24030
Koweït	2.4	35.4	16320.2
Qatar	0.6	Nd	Nd
Yémen	19.4	10.8	888.9
TOTAL (à l'exception des pays qui n'ont pas de données)	361.4	622.56	150267.3

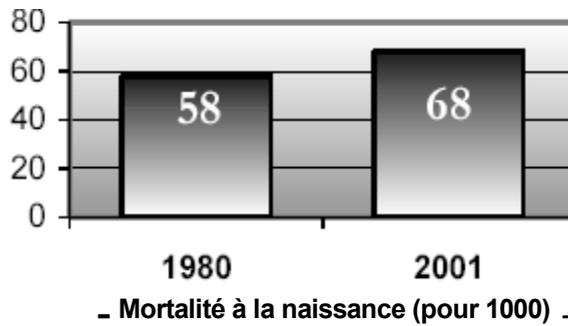
Source: World Development Indicators 2003, Banque Mondiale*: non définie

- Analphabétisme chez les adultes %>15 ans - MENA



1: parité des pouvoirs d'achats, c'est le nombre d'unités de la monnaie d'un pays nécessaire pour acheter sur le marché de ce pays la même quantité de biens ou de services qu'un dollar permettrait d'acheter aux Etats Unis. Cet indicateur permet d'apprécier le pouvoir d'achat.





Source: WORLD DEVELOPMENT INDICATORS

Espérance de vie à la naissance (en années)

Source: WORLD DEVELOPMENT INDICATORS

Région MENA éligibles* pour recevoir les prêts de la Banque Mondiale

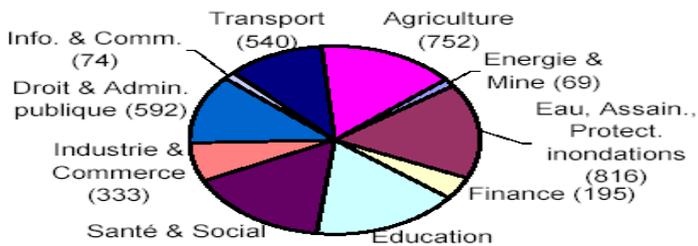
ALGERIE / DJIBOUTI / EGYPTE / IRAN / IRAK / JORDANIE /

MAROC / SYRIE / TUNISIE / YEMEN / LIBAN

* y compris les financements de la Cisjordanie et Gaza ANNEXES 3

Principaux domaines des opérations actuelles de prêt* - MENA

(contre-valeur en millions de \$EU-août 2003)



* y compris prêts (BIRDS) et crédits (IDA) source: World Bank 778) (807)
 _Commerce Mondial de certains pays de MENA _ (en millions de US dollars)
 2002-2003

	Import	Export	MONDE (%)	Import	Export	MONDE (%)
Libye	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
Egypte	12552	4708	0.13	Nd	Nd	Nd
Maroc	11879	7851	0.15	Nd	Nd	Nd
Tunisie	9526	6874	0.13	10910	8027	0.13
Arabie saoudite	32312	72550	0.81	Nd	Nd	Nd
Koweït	9001	15369	0.19	10794	19371	0.20
Syrie	21000	28144	0.38	Nd	Nd	Nd

Source : International Financial Statistics, Fond Monétaire International

REFERENCES :

- 1 _ A.Gamblin : "Images Economiques Du Monde 2005 : MAGHREB ET MOYEN ORIENT" Armand Collin , Paris, page 180 _ 209, 2004.
- 2 _ Revue spécialisée : Nations Unies commission économique pour l'Afrique , avril 2006 .

SITES INTERNET

- 1 _ Institut de la Banque Mondiale: www.worldbank.org/wbi
- 2 _ www.nuitdorient.com
- 3 _ Forum Méditerranéen pour le Développement (FMD):
- 4 _ www.worldbank.org/wbi/mdf
- 5 _ www.worldbank.org/mena
- 6 _ OCDE : www.oecd.org
- 7 _ ONU Division des statistiques : www.unstats.un.org/unsd